Мг 750

УНИВ. БИБЛИОТЕКА
Н. Бр. 23681

LA

PÉNINSULE BALKANIQUE

T1 E2 750

LA

PÉNINSULE

BALKANIQUE

Par le Docteur **STEFAN BRATIMICH**

PARIS
EN VENTE CHEZ G. BALITOUT ET Cie
7, RUE BAILLIF, 7

1889

LA PÉNINSULE BALKANIQUE

Les nations des Balkans, malgré les intérêts qui les lient à l'Europe, malgré leurs besoins, malgré leurs sentiments d'indépendance que tous les esprits généreux ont évoqués et soutenus chez eux, nous semblent aujourd'hui tellement reléguées au second plan des préoccupations du monde civilisé qu'il est, croyons-nous, de notre devoir de protester contre un abandon aussi injuste qu'irrationnel à tous les points de vue.

Jamais, en effet, au moins depuis bien des années, la situation de la péninsule n'a été à le fois plus précaire et plus intéressante pour l'Europe qu'aujourd'hui, et pourtant, d'après ce qui se passe, on pourrait croire que les gouvernements ne s'occupent de ce pays que pour envenimer les discordes qui le divisent ou en profiter.

Toutes les races serbes de la monarchie austro-hongroise, Tscheks, Vendes, Ruthènes, Slovaques, Slavons, Croates elles aussi s'agitent et réclament une vie politique et indépendante. Elles protestent toutes contre le régime que leur imposent les Germains de l'empire, ou contre le despotisme des Hongrois; mais de ce côté le mouvement est lent, mesuré, il procède déjà des allures civilisées que lui inspire le contact avec l'Allemagne ; là il n'y a pas de danger immédiat ni des questions qui puissent prendre un caractère tellement aigu que les intérêts généraux européens en soient menacés

à brève échéance; aussi n'est-ce pas vers ce point que nous voudrions appeler l'attention du monde civilisé, et nous ne signalons cet état de choses que comme un symptôme de l'esprit général des Slaves du Sud.

Mais au-delà du Danube et de la Save la situation est toute autre; des peuples devenus libres, les uns par l'influence de la France, les autres grâce aux armes de la Russie, les autres enfin par suite des convoitises et des besoins commerciaux de l'Autriche et de l'Allemagne sont nés hier à la vie publique.

Les Bulgares, les Serbes, les Bosniaques et les Roumélioles étaient hier sous la domination turque. Comprimés par l'autorité si exclusive des Osmanlis, leur vie politique était restreinte dans les bornes de la vie de famille (zadruga) et tout au plus, sur quelques points, dans celles de la vie communale. Du jour au lendemain l'autorité qui pesait sur eux a disparu, on a bâclé en hâte une forme de gouvernement, on a tant bien que mal construit de toutes pièces un réseau administratif calqué sur des formes que des siècles de tâtonnements et de recherches ont permis aux peuples de l'Europe d'organiser, et sans s'en préoccuper davantage on les a abandonnés à eux-mêmes.

Malheureusement, une civilisation ne s'invente pas ainsi de toutes pièces, et avant de mettre des droits à la disposition des peuples, il faut les pénétrer profondément, c'est-à-dire lentement, du sentiment de leur devoir.

Il faut leur indiquer leur sphère d'action, et surtout il faut, lorsqu'on crée des royaumes ou des principautés, leur donner les moyens de vivre et de se développer réellement, ainsi que le demande l'instinct de tous les peuples. Chez nous on a seulement tenu à faire vite, on a semblé seulement vouloir se débarrasser d'une responsabilité qu'on avait

assumée, en gardant toutefois une tutelle non compromettante mais profitable sur ses protégés.

Les oripeaux de civilisation et d'administration dont on a affublé les nations naissantes étaient des instruments d'autant plus dangereux que les mains auxquelles on les confiait se trouvaient être plus inexpérimentées. Les passions politiques, la soif du pouvoir sont venues apporter leurs perturbations aux installations déjà bien précaires qu'on avait édifiées, et aujourd'hui on peut constater, après quelques années à peine, que si on ne s'en préoccupe pas, l'état social provisoire de toutes les populations des Balkans qu'on a inventé, menace de ne présenter qu'une série de révolutions et d'entraîner des perturbations dont le contre-coup se ferait sentir en Europe.

C'est donc dans des conditions particulièrement instables, à notre sens, que la transformation sociale des Slaves du Sud s'est opérée, lorsqu'ils se sont groupés après leur libération. Non seulement ils s'agitent pour chercher à se constituer à l'intérieur, mais encore ils ne peuvent s'empêcher d'entendre et de répondre aux cris d'appel de leurs congénères et correligionnaires qui se trouvent encore dans la presqu'île.

Enfin, et c'est sur ce point de vue que je veux insister surtout, tous les peuples des Balkans se trouvent tellement tiraillés, exploités par ceux-là mêmes qui ont prétendu les sauver, qu'ils ne sauraient arriver à se constituer réellement et solidement, ainsi que leurs intérêts et leurs traditions leur en donnent le droit et le devoir.

Lorsque nous considérons l'état politique de nos protecteurs, il nous semble incroyable que des nations chez lesquelles on est arrivé au dernier degré de la civilisation, puisque chaque individu est armé d'un bulletin de vote, ne comprennent pas l'intérêt qu'elles ont à avoir une péninsule bal-

kanique forte et tranquille, soit pour y écouler les produits de leur industrie, soit pour les faire transiter dans les meilleures conditions possibles et les jeter en Asie.

Nous nous demandons aussi ce que sont devenues les sympathies de la France pour les nationalités, sympathies pour lesquelles elle a si souvent combattu, et enfin quelles sont les causes qui empêchent les nations civilisées de s'unir entre elles pour faciliter notre organisation sociale, au lieu de nous laisser nous amoindrir par des tiraillements intérieurs, et de nous permettre, par notre instabilité, d'apporter de nouveaux éléments de désordre à l'équilibre déjà si instable de l'Europe.

Nous voulons en un mot examiner à notre point de vue pourquoi cet état de choses s'est produit, et comment et pourquoi il subsiste encore.

Pour atteindre notre but, nous étudierons : 1° quel est l'état actuel de l'Europe ; 2° comment s'est fait le groupement des populations des Balkans ; 3° quelle est la politique menée par l'Europe vis-à-vis d'elles ; 4° enfin quels avantages réels, incontestables, présenterait la confédération des différentes peuplades qui habitent la péninsule.

ETAT ACTUEL DE L'EUROPE

Il est hors de doute que la situation si critique dans laquelle se trouve aujourd'hui l'Europe, et qui empêche aucun peuple, si puissant qu'il soit, d'être sûr de son lendemain, puisqu'une bataille perdue peut être payée par la chute d'un empire, est due à deux causes : 1° au déplacement d'équilibre des forces du centre de l'Europe entre la France amoindrie et l'Allemagne unifiée ; 2° à la prochaine dislocation de l'empire des Osmanlis.

Le premier de ces événements n'est qu'un incident entre deux nations parvenues au même degré de culture, mais le second est d'une gravité bien plus exceptionnelle, surtout lorsqu'il survient au moment où l'équilibre européen a disparu, et qu'il n'a été remplacé que par un état de choses éminemment provisoire. Ce n'est pas dire qu'il n'existe encore aujourd'hui d'autres questions litigieuses entre les nations du Vieux-Monde, mais les deux faits que j'indique dominent à notre sens exclusivement la situation et repoussent au second plan des problèmes de moindre importance, qu'on pourrait facilement résoudre et dont on imposerait facilement la solution.

sultans, il existait un puissant groupe, formé par les Etats occidentaux qui, tout en sauvegardant ses propres intérêts, servait en même temps ceux de l'Europe et formait la garantie la plus efficace pour le développement de l'indépendance politique des peuples de la Péninsule.

Certainement les intérêts des puissances qui composaient ce groupe, ainsi que ceux de l'Europe, n'ont point disparu ; mais les forces qu'elles peuvent mettre aujourd'hui au service de la cause qu'elles soutenaient autrefois sont singulièrement amoindries, puisqu'elles sont obligées de placer les questions vitales soulevées à leur propre foyer, en comparaison avec les sentiments que leur inspirent les populations balkaniques et leur avenir ; voyons comment les puissances européennes sont maintenant partagées.

Nous avons dit que l'action de la France était momentanément paralysée. De leur côté, les torys anglais se trouvant isolés ont cru rencontrer dans l'Autriche-Hongrie une organisation politique assez forte pour pouvoir l'opposer aux projets de conquête de la Russie en Orient, et ils sont passés dans le camp de la politique autrichienne, en se contentant d'étansonner la Turquie.

Quant à l'Italie, sa politique internationale nous paraît une énigme que l'avenir seul peut déchiffrer ; jusque-là, nous la considérons comme une simple aberration.

La Prusse qui, durant de longues années, a conservé constamment une attitude neutre, en se servant de la question turque uniquement dans l'intérêt de ses relations internationales, semble, depuis qu'elle s'est mise à la tête de l'Allemagne, vouloir poursuivre sa même politique abstentionniste.

Mais ce qui a réussi au cabinet de Berlin, qui autrefois ne portait ombrage à personne, ne saurait convenir à l'Allemagne parvenue au faite de sa puissance, et lorsque sa poli-

L'antagonisme qui existe en ce moment entre la France et l'Allemagne d'une part, et de l'autre les convoitises de conquêtes qu'excite l'ouverture prochaine de la succession de l'empire des Sultans en Europe dominent donc la politique de tous les Etats, grands ou petits. Les contestations de peu d'importance, il est facile de le constater, sont mises de côté, les animosités enracinées de même que les services rendus semblent oubliés; les alliances et les contre-alliances ne se font et ne se maintiennent que sous la donnée exclusive de cette situation. On se tromperait étrangement en considérant le duel engagé entre la France et l'Allemagne, comme une question indifférente ou même de second ordre pour les destinées futures des peuples orientaux. En effet, la coalition de l'Europe centrale opérée dans le but avoué de contenir la Russie et la France, a forcé ces deux grandes puissances à se rapprocher l'une de l'autre, et la dernière obligée, déjà aujourd'hui, à une extrême réserve vis-à-vis de nous, pour conserver l'amitié du cabinet de Pétersbourg, sera peut-être contrainte un jour de faire encore d'autres sacrifices à une alliance qui lui est indispensable.

Cette attitude de la France donne donc aux peuples des Balkans un désavantage immense dans les discussions qui vont décider de leur vie présente et de leur avenir.

Bien avant les grandes guerres récentes qui ont apporté un si grand changement dans la situation de l'Europe en expulsant l'Autriche de l'Italie et de l'Allemagne, l'antagonisme entre les intérêts de la Russie et ceux de l'empire des Habsbourgs, était déjà la cause d'une lutte permanente qui, quoique se maintenant à l'état sourd et diplomatique, n'en était ni moins évident, ni moins acharné. L'enjeu en valait bien la peine puisqu'il s'agissait de la conquête du plus bel empire du monde.

Mais alors, en dehors de cette lutte pour la succession des

tique pèse aujourd'hui d'un poids si lourd sur les destinées de l'Europe. Du reste, voulût-il se désintéresser de la question orientale, l'Empire germanique ne le pourrait pas ; il est obligé de soutenir la marche progressive de l'Autriche en Orient, afin que celle-ci n'échappe pas à son influence et n'adopte pas une politique conforme à ses seuls intérêts.

Cet appui de l'Allemagne a déjà valu à l'Autriche-Hongrie deux belles provinces serbes, la Bosnie et l'Herzégovine, et après un début aussi brillant que peu coûteux, il lui ouvre encore un horizon lointain plein de promesses.

Voilà donc les grandes puissances de l'Europe partagées en deux camps, dont les forces paraissent à peu près égales ; et si, en ce moment la collision n'est pas imminente, elle est fatalement inévitable dans un avenir peu éloigné.

Comment ne verrions-nous donc pas avec inquiétude approcher le moment du débat, puisque les résultats qui en ressortiront ne pourront, en aucun cas, nous être favorables, et puisque nous ne sommes considérés par les lutteurs que comme un élément négligeable dans le présent et que les vainqueurs espèrent se partager dans l'avenir.

Si jamais la guerre vient à être déclarée entre la Russie et l'empire des Habsbourgs, pour la possession ou l'influence à établir sur la presqu'île balkanique, elle sera contraire à l'esprit du siècle, et nous affirmons qu'elle ne rapportera que des résultats stériles tant pour les combattants que pour les peuples orientaux.

Deux hypothèses se présentent, en effet, à l'esprit comme résultats de la victoire, soit de l'un, soit de l'autre des adversaires ?

Supposons d'abord que la Russie soit victorieuse : elle trouvera alors en face d'elle les intérêts coalisés des nations européennes et le sentiment d'indépendance des peuples de la Péninsule. Ce seront là, presque certainement, des obs-

tacles assez sérieux pour arrêter sa marche, ainsi que cela a eu lieu déjà dans des circonstances analogues.

On peut, d'ailleurs, difficilement se figurer un combat en champ clos entre l'Autriche-Hongrie et la Russie ; d'un côté, un vieil Empire, glorieux il est vrai, mais qui a marché depuis trente ans de défaites en défaites ; de l'autre, un jeune colosse qui commence à peine à sentir sa force.

L'Autriche est trop faible pour soutenir à elle seule un pareil choc, et certainement elle est trop prudente pour le provoquer dans ces conditions. On doit donc supposer qu'elle comptera sur des alliés ; mais quels sont-ils et suffit-il d'avoir des alliés pour réussir dans une entreprise mal comprise?

Admettons maintenant pour un instant que ce soit l'Autriche avec ses alliés qui sortent victorieuse de la lutte. Il y aurait alors certainement mille chances contre une à parier qu'on ne lui laissera pas disposer de l'Orient à son gré.

L'Italie elle-même, son alliée d'aujourd'hui, ne la suivrait certainement pas dans cette voie, et à côté de l'antagonisme que les Slaves du Sud ont toujours ressenti contre leurs conquérants germains, elle trouverait encore un obstacle sérieux dans les intérêts que les autres Etats européens ont à défendre autour du Bosphore.

La Russie, à cause de sa jeunesse, et malgré toutes les difficultés qu'amène une transformation intérieure, ne s'exposerait, dans une pareille lutte, qu'à la dépense inutile de ses forces, tandis que l'Empire des Habsbourgs y jouerait son existence elle-même. On pourrait se rappeler que l'Empire est en train de se désagréger ou au moins de déplacer son centre d'action, les deux étapes de Solférino et de Sadowa sont là pour en faire souvenir ceux qui l'oublient, et pour leur prouver que le temps des conquêtes par les armes est passé pour eux. Les velléités que l'Empire peut avoir à

cet égard, s'il les suivait, le conduiraient fatalement ou à sa disparition de la carte de l'Europe, ou à sa transformation en une puissance Slave du Sud.

Comment à notre époque l'Autriche pourrait-elle songer à une politique de conquêtes violentes lorsqu'elle est composée d'une agglomération de peuples différents dont chacun ne travaille qu'à son relèvement national?

Elle a été dans le passé peut-être une nécessité européenne, il reste à savoir si elle le sera encore longtemps dans l'avenir? Ne représentant de nos jours qu'un élément de trouble à la libre formation des peuples en groupe de nationalité, n'est-elle pas plutôt condamnée à disparaître et à laisser la place à de nouvelles formations, ou à de nouvelles agglomérations confédératives plus conformes aux besoins civilisés et aux aspirations des sociétés modernes?

Nous savons, comme tout le monde, que la politique actuelle ne se préoccupe ordinairement que des questions du jour; elle court naturellement au plus pressé, et c'est déjà une tâche considérable que d'être toujours prêt à parer convenablement à des éventualités. Mais, à côté de cette opinion et de cette croyance, nous pensons que les directeurs de la politique européenne feraient fausse route s'ils perdaient de vue les principes généraux qui dirigent les sociétés modernes et leur imprime des mouvements irrésistibles.

L'unification du peuple italien et, après lui, celle du peuple allemand, en de grandes nations, n'est certainement pas due au hasard.

Ce ne sont non plus ni le génie de deux grands hommes d'Etat mis à la disposition de deux souverains sagaces et patriotes, ni l'organisation perfectionnée de l'armée que la Prusse a possédée, mais dont l'Italie était privée, qui ont obtenu d'aussi prodigieux résultats. Les besoins et les instincts des peuples de se rapprocher du principe dominant de

nationalité les ont seuls guidés dans cette circonstance, et ce sont ces principes seuls qui leur ont donné la victoire. Si donc l'unification nationale de l'Italie et de l'Allemagne répondait au progrès et aux besoins des peuples européens, de quel droit peut-on soutenir que le développement indépendant des peuples Balkaniques n'y réponde pas dans une mesure plus large encore ?

La crise qui se développe actuellement en Europe a donc une portée beaucoup plus grande que celle qu'on pourrait lui assigner à première vue. Elle embrasse, en réalité, les deux empires d'Orient, aussi bien l'Autriche que la Turquie, et elle est la conséquence logique du réveil des différentes races et de leurs aspirations à une vie politique. Elle découle d'ailleurs aussi des évènements qui se sont succédé depuis trente ans.

I

LE GROUPEMENT DES PEUPLES BALKANIQUES

Après le peuple italien et le peuple allemand, pourquoi ne serait-ce pas maintenant le tour des peuples qui habitent les contrées depuis la Leitha et les bords de la mer Adriatique jusqu'au Bosphore de chercher à se constituer ?

Au premier rang de ces nations se trouvent les Slaves du Sud. Le développement des races Slaves du Sud se poursuit depuis le commencement de notre siècle dans les deux Empires avec des chances diverses, mais avec une persévérance égale sur le terrain, soit politique, soit national, soit littéraire. Dans l'Empire Ottoman, il a déjà obtenu des résultats sinon définitifs, au moins appréciables ; car, à la place de la barbarie turque, on voit aujourd'hui les jeunes Etats renaître à la civilisation.

La Grèce, la Serbie, la Roumanie, tout récemment la Bulgarie, en sont les preuves irrécusables. D'autre part, si dans l'Empire des Habsbourg la lutte des nationalités contre l'oppression de la race dominante ne peut encore montrer des résultats aussi brillants ; elle n'en est pour cela ni moins vive ni moins persévérante. La profonde affection témoignée au caractère si noble et si élevé de l'empereur François-Joseph par tous ses sujets sans distinction de race ou

de religion a surtout et plus encore que toute autre chose entravé l'explosion des aspirations populaires. L'établissement du dualisme lui-même qui a, il faut l'avouer, si mal réussi, a été un leurre momentané pour des populations assoiffées de liberté, et il a empêché les violences et les déchirements par lesquels la résurrection des nationalités diverses, a été signalée en Turquie.

Mais les entraves ne prévalent pas contre la marche des sociétés, elles ne peuvent avoir qu'un temps. Les instincts qui poussent les Tcheks, les Croates, les Slavons, les Ruthènes, ne sauraient être étouffés. Il serait, en effet, puéril de croire que les Slaves de l'Ouest et du Sud qui composent la moitié de la population de l'Empire, n'aspirent pas à une autonomie et à une vie nationale, aussi bien que les Roumains de Transylvanie qui, à la première cause sérieuse de désaffectation et de désagrégation, ne manqueront pas de tourner leurs regards vers le Royaume de Roumanie, comme vers leur véritable patrie. La raison d'Etat que l'on invoque aujourd'hui en Autriche, n'est plus de force à maintenir le lien politique qui unit les différentes parties de l'empire. Tous les subterfuges employés par les gouvernants et par les chefs des nationalités dans les parlements Fislethant et Translethant, ainsi que tous les articles des journaux subventionnés, ne servent qu'à masquer momentanément le vrai caractère du mouvement national et à parer aux besoins journaliers de la vie politique.

Par la perte de sa position en Italie et en Allemagne, l'Empire des Habsbourgs n'est plus en état de jouer le rôle d'une grande puissance indépendante. Il doit devenir le satellite de la Russie ou bien marcher à la remorque de l'Allemagne. Pour le moment, il a choisi cette dernière combinaison.

En s'appuyant sur la Russie et en acceptant la politique

de partage, si avantageuse pour elle, des peuples qui formaient naguère la Turquie d'Europe, l'Empire Austro-Hongrois eut pu prolonger son existence actuelle sauf à disparaître probablement le jour où le colosse du Nord eut achevé de digérer ses nouvelles conquêtes. Cette politique de passage nous paraît cependant impossible tant que le dualisme restera la base de la constitution de l'empire Austro-Hongrois, mais si un jour l'élément Slave parvenait à prédominer à Vienne, elle deviendrait non seulement possible, mais elle serait encore saluée avec enthousiasme par tous les Slaves de l'Empire qui verraient dans l'accroissement de l'élément Slave une chance de plus pour la prépondérance et la jouissance de tous leurs droits.

En cherchant son appui en Allemagne, l'Empire Austro-Hongrois s'est mis exclusivement au service des intérêts germaniques et il en subit maintenant les conséquences. Il se laisse pousser par l'Allemagne à la conquête de l'Orient pour le compte de la race germaine. Le *Drang nach Osten* a déjà reçu une impulsion puissante ; seulement toute la race Slave est là pour lui barrer le chemin, et son instinct le fera se lever comme un seul homme pour l'arrêter.

Si les forces matérielles lui font défaut aujourd'hui, l'avenir est à elle, et quoiqu'on fasse, la vérité surgira un jour ou l'autre.

Le grand chancelier déclare bien, chaque fois qu'il en a l'occasion, que l'Allemagne est désintéressée dans la question orientale, mais ces affirmations ne peuvent avoir qu'une portée relative, car elles sont faites uniquement pour les besoins de la politique du jour, et elles ne peuvent rien, puisque des évènements frappants et des faits journaliers sont là pour les contredire.

En effet, si l'Allemagne se désintéressait réellement des affaires de la péninsule, il lui serait commode de s'assurer

l'alliance russe en laissant le cabinet de Pétersbourg agir à sa guise en Orient au lieu de soutenir l'Autriche, et de s'exposer ainsi à pousser la puissance du Nord dans les bras de la France. Tout le monde sait à présent que l'Allemagne fait des efforts inimaginables pour écarter les conflits en Europe, et particulièrement une collision entre l'Autriche-Hongrie et la Russie; mais ces efforts ne modifient pas les principes mêmes qui la guident. Les hommes d'État allemands sont de ceux qui pratiquent une politique à longue échéance; ils peuvent s'écarter momentanément de la ligne qu'ils suivent sans pour cela abandonner leur but. Ils préfèrent maintenant laisser quelque éventualité à une alliance franco-russe et courir, aujourd'hui qu'ils y sont préparés, les chances des conflits qu'une pareille coalition pourrait amener, plutôt que de permettre au cabinet de Pétersbourg de s'étendre directement ou d'imposer son influence sur la presqu'île des Balkans. — Les jours de la monarchie austro-hongroise seraient certainement comptés du moment où l'influence russe aurait à sa disposition tous les peuples slaves ou autres, depuis Pétersbourg jusqu'à Constantinople et à la mer Adriatique, et quant à la puissance germanique elle-même, son commerce, son importance seraient à la merci de ce que l'on pourrait appeler alors, avec plus de raison que jamais : le colosse du Nord.

Comme nous l'avons dit en commençant, étant donné l'état de choses que nous venons de signaler, examinons quel peut être prochainement le sort des peuples de l'ancienne Turquie d'Europe ?

Est-ce que ces riches contrées, déjà tant éprouvées, auraient encore à endurer les souffrances que l'Italie a subies, alors que les plaines servaient de champs de bataille et que les armées françaises et autrichiennes y combattaient

pour savoir quelle influence dominerait en Europe ? Après que la Croix a arrêté le Croissant sur le Danube, est-ce que nous verrions à présent, dans les mêmes contrées, les armées de la Russie et de l'Allemagne s'y disputer la domination de l'Europe ?

Nous voulons écarter d'aussi sombres pressentiments, et nous espérons que les principes de liberté et de nationalité qui ont triomphé aussi bien à Solférino qu'à Sadowa remporteront cette fois encore une victoire pour laquelle les cabinets et les diplomates auront seuls combattu.

Après avoir esquissé sommairement la politique des États intéressés à des degrés indifférents dans les questions orientales, il est nécessaire maintenant de mettre spécialement en relief la double manière de procéder, que les deux puissants compétiteurs suivent à l'égard des peuples des Balkans et de placer en face de leur politique réelle, la politique apparente par laquelle ils s'efforcent de voiler leurs projets.

III

POLITIQUE DE L'EUROPE

VIS-A-VIS DES POPULATIONS BALKANIQUES

Personne ne saurait contester raisonnablement à la Russie, le droit que tous les peuples civilisés s'arrogent du reste aujourd'hui de chercher à obtenir pour ses flottes et son commerce une libre issue entre la mer Noire et la mer Méditerranée ; personne ne doute non plus, qu'elle ne réussisse un jour à atteindre ce but. Or, l'Angleterre, puissance essentiellement maritime, est, de toutes les nations la plus intéressée à barrer aux Russes, la route de Constantinople La ligne de conduite suivie par le Cabinet de Londres en 1852 et en 1853, a démontré l'importance qu'il attache à cette question, mais l'Angleterre n'est pas en état, à elle seule, d'arrêter cette marche. Aussi, a-t-elle su dans le passé obtenir l'alliance de la France, et aujourd'hui que cet appui manque, elle réclame le concours de l'Allemagne et de l'Autriche pour arriver à son but. Malheureusement pour les Anglais, leurs nouveaux alliés sont loin d'avoir des intérêts aussi puissants et surtout aussi directs qu'eux, sur ce point. Il pourrait fort bien survenir à un moment donné, une divergence de vue qui permît à la Russie de rompre cette triple alliance (augmentée même aujourd'hui du concours de

l'Italie), et de retourner imposer à la Turquie un nouveau traité à San Stéfano.

En outre, de ses aspirations qui la poussent vers Constantinople, afin de donner satisfaction à ses propres intérêts la Russie a une mission non moins sacrée et non moins instinctive à remplir encore celle d'émanciper tous les Slaves de la Turquie d'une domination odieuse, et aussi de les garantir contre la germanisation qui menace de les envahir par le Nord.

L'histoire et les traditions lui ont dévolu cette mission et elle est obligée de la remplir au risque de perdre sa position de grande puissance. Nous appuyons tout particulièrement sur cette action et sur cette mission, car si le grand empire du Nord savait les bien comprendre, il deviendrait moralement invincible et irrésistible.

Malheureusement, cette protection que la Russie exerce et poursuit, se complique de visées personnelles et ambitieuses, et son empire n'est pas assez vaste pour ses aspirations, et il semble, dans bien des circonstances, qu'au lieu de se contenter d'une action protectrice, ainsi que des sympathies qui en résulteraient, le cabinet de Pétersbourg songe plutôt à une domination réelle et effective sur tout l'Orient.

Une telle conduite encore latente et ignorée aujourd'hui, le jour où elle deviendrait évidente, l'expose à perdre même les sympathies qui lui sont acquises et à lui susciter même de nouvelles difficultés. En effet, en alarmant les intérêts généraux de l'Europe, la Russie procure des alliés aux Allemands, et en laissant entrevoir parfois des visées de complète domination sur les Slaves du Sud, elle pousse ceux-ci dans les camps de leurs ennemis, qui sont aussi ses propres adversaires.

En réalité, l'idée, la volonté de dominer entièrement l'Orient, sinon par ses gouverneurs et ses généraux au

moins par ses diplomates et ses résidents, est le mobile secret de toute sa politique suivie en Orient par les Tsars, depuis leurs premières luttes avec la Turquie, jusqu'à nos jours. Ils se croient obligés d'empêcher, par tous ses moyens, la formation d'un État-Sud Slave, qui serait assez puissant en Orient, pour prendre la place de la Turquie, et qui servirait de pivot à une politique européenne ayant pour devise : « L'Orient aux Orientaux. » Nous trouvons encore la preuve de ces visées de la Russie dans son ingérence souvent intempestive et inexplicable dans les questions purement intérieures qui se débattent chez les peuples ou entre les peuples de la Péninsule, au milieu desquels cette fâcheuse ingérence, jette de nouveaux éléments d'instabilité et de faiblesse.

Les agissements du cabinet de Pétersbourg ont eu déjà pour résultat l'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine par l'Autriche-Hongrie. Les slaves du sud sont donc en droit de craindre qu'afin de pouvoir s'établir en Bulgarie, c'est-à-dire de se mettre à cheval sur les deux versants des Balkans d'où elle pourrait étendre sa domination d'un côté jusqu'au Bosphore, de l'autre jusqu'à l'Adriatique, la Russie n'hésite pas à sacrifier à l'Autriche-Hongrie la Serbie et même le Montenegro, sauf à reprendre ces pays dès une prochaine occasion qui ne pourrait, croit-elle, tarder de se présenter.

En présence d'une politique aussi transparente et que les faits confirment incessamment, il est tout naturel qu'on s'étonne, aussi bien à Sofia qu'à Belgrade, des airs d'indignation qu'on affecte à Pétersbourg contre la prétendue ingratitude dont sont payés les services rendus aux peuples de la Péninsule.

Voilà à notre sens les véritables principes qui guident la Russie, voyons maintenant comment elle les met en pratique.

Selon ce qu'on dit très haut, selon ce qu'on publie, selon

tout ce qu'on laisse voir, enfin, c'est uniquement par de pures sympathies de race et de religion que les Slaves du nord, sont venus au secours des jeunes états de la Péninsule, et ils n'ont eu d'autre but que de les soustraire à l'odieuse domination de l'Islam et d'empêcher leur germanisation. La Bosnie et l'Herzégovine, n'ont été offertes et cédées à l'Autriche que pour le plus grand bien de la nation Serbe. D'après tous les dires, si la Russie tente d'amener la cour de Vienne à un partage de l'Empire des Sultans, partage dans lequel on posera des limites fixes à la domination de chaque Empire, c'est encore uniquement dans l'intérêt des Slaves du sud, qu'on agit. Si la Russie fomente aujourd'hui la discorde entre Belgrade, Cettigué et Sofia, pendant que son influence prédomine encore en Bulgarie; c'est tout simplement parce qu'à Belgrade on s'est vendu à l'Autriche-Hongrie, à l'ennemi mortel de la race Slave. Si la Russie privait à San Stefano la Serbie et le Montenegro, des avantages auxquels ils étaient autorisés à prétendre par suite des sacrifices qu'ils s'étaient imposés durant les deux guerres consécutives (auxquelles d'ailleurs ils étaient poussés par les agents du comité de Moscou); c'est parce qu'elle comptait le récompenser plus amplement par les provinces qu'on ne tarderait pas à enlever à l'Autriche.

Inutile, n'est-ce pas, de poursuivre l'énumération des doubles faces de la politique suivie par le cabinet de Pétersbourg vis-à-vis de peuples que leur instinct, leur naïveté, leur religion rendent d'ailleurs faciles à tromper.

Grâce à Dieu, ces façons de faire n'illusionnent pas tout le monde!

A cette politique de duplicité et de mauvaise foi, on sait aussi opposer une politique de mensonges et la diplomatie de Pétersbourg se plaindra encore longtemps en vain du manque d'hommes d'Etat à qui se fier en Orient; les intérêts

des Slaves du Sud en souffriront certainement, mais, en fin de compte, la Russie ne retirera qu'un faible profit de ses agissements.

Examinons maintenant le rôle et les agissements du cabinet de Vienne. L'Autriche n'a pour elle ni le prestige des services rendus ni les sympathies de race ou de religion.

N'étant elle-même qu'une agglomération de nationalités, elle a été naturellement de tout temps l'ennemie déclarée de l'émancipation des peuples divers soumis à la domination turque; elle ne pouvait donc prétendre de ce chef à la gratitude réclamée si haut par la Russie.

Aussi dépourvue de moyens d'actions qui lui eussent permis déjà d'agir d'une manière directe et immédiate l'Empire austro-hongrois, en puissance toujours avisée, a procédé sans bruit et au lieu de protestations d'offres et de serments, il s'est contenté de chercher à prélever d'abord la meilleure part dans les dépouilles disponibles.

Il espère bien, avec l'appui de toute la race germanique, et grâce à l'intervention de quelques puissances européennes qu'il compte gagner à sa cause, réussir à refouler les Russes et à soumettre les peuples des Balkans à une domination exclusive. C'est là, croyons-nous, le fond de la politique du Ball Platz en Orient, mais il faut constater et soulever encore un masque dont il a affublé ses agissements Après avoir passé les premiers moments d'enivrement que donnent des succès inespérés, et dans lesquels M. Tisza a osé s'écrier qu'à Serajedo les Hongrois avaient écrasé sous le talon de leurs bottes la tête de l'hydre slave, l'Autriche a cru devoir cependant, elle aussi, faire parade d'une politique de désintéressement, probablement afin de ne pas laisser trop d'avantage à son compétiteur russe.

Les ministres austro-hongrois, ainsi que la Presse inspirée, se sont donc unis pour déclarer à tout propos et à

qui voulait les entendre, que l'empire des Habsbourgs ne songeait qu'à favoriser l'indépendance des peuples de sa péninsule, et à les affranchir de toute ingérence étrangère. On pourrait s'épargner des propos aussi enfantins ; on n'y attache pas plus de prix à Vienne qu'à Bucharest, à Sofia qu'à Belgrade, à Athènes qu'à Cettigué. Ces protestations de désintéressement employées par la diplomatie russe depuis le commencement du siècle et adoptés tout récemment aussi par celle de l'Autriche, comme je viens de le dire, ne trompent plus personne dans les pays balkaniques, si ce n'est ceux qui ont intérêt à s'y laisser prendre : le nombre en est heureusement très restreint.

A côté des efforts sérieux et matériels et des petits moyens dont ils abusent, la Russie et l'Autriche poursuivent encore chacune leur but par d'autres moyens ; la première cherche de préférence des instruments et des alliés parmi les éléments d'agitation et de désordre qui existent dans la presqu'île ; la seconde, au contraire, s'efforce de gagner à sa cause les classes gouvernementales. Il est toujours facile d'interpréter à son gré des articles de journaux, aussi, l'une et l'autre de ces deux puissances applaudissent-elles souvent à des polémiques entre les partis politiques dans lesquelles elles croient trouver la preuve des succès qu'elles rêvent, mais un incident quelconque ne manque jamais de venir leur prouver l'inanité de leurs espérances.

Dans aucun pays de l'Europe on est autant obligé que dans les petits états des Balkans à faire de nécessité vertu à dissimuler ses propres sentiments et à parer comme on peut aux éventualités de chaque jour.

C'est en vain que la Russie se berce de l'espoir qu'au moment d'une lutte les peuples de la Péninsule, sans plus réfléchir, renversant tout obstacle, se rangeront à ses côtés et l'Autriche elle aussi n'a pas moins d'illusions, lorsqu'elle

pense que les gouvernements pourront arrêter tout mouvement populaire.

Nous tenons ici un langage absolument clair sur une situation qui n'a été jusqu'ici envisagée et dépeinte qu'avec des subterfuges, et nous espérons justement que notre franchise mettra fin à des malentendus nuisibles à tous les intéressés.

Les apparences, sur ce point, ne devraient pourtant abuser ni la Russie, ni l'Autriche, ni l'opinion européenne.

Si la Roumanie et la Bulgarie penchent aujourd'hui plutôt vers l'Autriche, c'est uniquement parce que la première se croit sur le chemin de la Russie vers Constantinople, et quant à la seconde ses agissements politiques lui sont bien plus dictés par la crainte de perdre son indépendance nationale que par une affection et une sympathie réelles. Si l'opinion publique en Serbie et au Monténégro est sympathique pour la Russie, c'est parce que pour ces deux pays le danger immédiat vient du côté de l'Autriche-Hongrie. Comme preuve de cette manière de voir et des mobiles qui guident l'opinion instinctive de la masse, il suffit de constater l'état de l'esprit public en Grèce, qui moins menacé de conquête et de domination et par conséquent plus libre dans ses agissements se conforme, sans qu'on y trouve rien à redire, à la politique des puissances occidentales.

Il serait étrange de supposer que la diplomatie à Pétersbourg et à Vienne se berce d'illusions à l'égard des sentiments que la politique inspire aux peuples orientaux, et, d'un autre côté, il serait aussi absurde de croire que les peuples de la Péninsule ne possèdent ni assez d'intelligence pour comprendre les avantages que leur assure l'indépendance nationale, ni assez de perspicacité pour voir de quel côté viennent les dangers qui les menacent, ni assez d'énergie pour les défendre. Les hommes d'État et les gouvernements de ces pays tiennent souvent, il est vrai, le langage

que leur dicte la situation du moment, mais on n'a pas trouvé et on n'en trouvera pas à coup sûr qui soient capables de trahir leur pays.

Voilà donc l'Europe qui assiste sans s'en préoccuper à la lutte de deux grands pays qui poursuivent un même but et qui, pour l'atteindre, emploient des procédés identiques, sans songer que leurs intérêts seraient bien mieux sauvegardés, s'ils mettaient les forces dont ils disposent au service des nationalistes, au lieu de chercher à les annihiler et à les asservir.

Comment ne voit-on pas que le sentiment d'indépendance qui existe chez tous les peuples balkaniques n'est pas un élément à dédaigner dans la lutte à venir, et comment l'Europe, lorsqu'elle est encore assez solidement constituée pour le faire, ne met-elle pas son veto à ces éventualités de conquêtes, qui seraient nuisibles à ses intérêts généraux ?

Si l'on place un instant en regard, d'un côté les forces que la Russie et l'Autriche, soutenue par ses alliés, peuvent mettre au service de leur cause, et de l'autre les forces qui pourraient leur être opposées, on restera plus que jamais convaincu que la lutte ne conduira à Constantinople ni l'une ni l'autre de ces puissances.

Mais si l'un de ces deux compétiteurs venait subitement à changer de manière de faire ; si surtout, par exemple, la Russie comme puissance slave abandonnait ses idées de conquête et de domination, pour les remplacer par une politique protectrice sincère et par la poursuite réelle de l'indépendance des peuples de la Péninsule, les prétentions austro-hongroises sur l'Orient seraient du coup anéanties. Les intérêts généraux de l'Europe, ainsi que les intérêts nationaux des peuples orientaux, se rangeraient immédiatement de son côté, et le tsar accomplirait sans peine la

mission qu'il doit poursuivre comme chef de tous les Slaves. Il ne tarderait certainement pas à trouver des alliés solides au lieu des adversaires que la politique lui suggère aujourd'hui. — Les Slaves du Sud ne se font pas d'illusions : ils savent très bien que sans une Russie forte, ils seraient condamnés à disparaître devant l'expansion si puissante de la race germaine. Et qui oserait leur faire un reproche, puisque avant tout ils tiennent à leur existence nationale et qu'ils cherchent à la défendre contre tous ?

Ce n'est, d'ailleurs, pas le cabinet de Pétersbourg seul qui pourrait recueillir d'immenses avantages en modifiant son attitude et ses visées ; l'Autriche, elle aussi, en abandonnant ses prétentions de domination sur la Péninsule courrait la chance presque certaine de réaliser des avantages considérables, et ce qui est d'une importance capitale pour elle, elle éviterait ainsi une collision menaçante. La puissance des Habsbourgs a vécue et s'est développée bien plutôt grâce à sa politique, qu'aux victoires de ses armées, et on s'étonne aujourd'hui des hésitations du cabinet de Vienne devant une position aussi critique. On ne comprend pas qu'il ne prenne les devants pour prévenir les dangers qui ne peuvent manquer de lui surgir.

Nous convenons franchement qu'il n'est pas commode à l'Autriche-Hongrie d'abandonner aujourd'hui la Bosnie et l'Herzégovine, après avoir considéré ces provinces, dès leur occupation comme ses premières étapes vers Salonique et comme la clef de sa domination sur la partie occidentale de la Péninsule. Nous n'ignorons non plus les inquiétudes que l'Autriche-Hongrie peut concevoir pour l'avenir de certaines de ses provinces du Sud, si un état slave réellement puissant se formait sur ses frontières. Mais sans vouloir préjuger un avenir lointain, et sans contester les conséquences éventuelles de l'évolution politique que subissent les sociétés

modernes, il nous semble admissible cependant que les peuples de la Péninsule, encore pendant une longue période de leur relèvement politique, pourraient trouver un intérêt puissant au maintien de l'empire des Habsbourgs, qui dans certaines conditions, formerait à coup sûr la garantie la plus efficace de leur propre indépendance. Le prix donc que l'Autriche-Hongrie ne manquerait pas de recueillir par l'inauguration d'une politique désintéressée ne resterait certainement pas au-dessous des sacrifices qui lui seraient imposés ; tandis qu'en laissant survenir une lutte de compétition avec la Russie, elle ne met ni plus ni moins en jeu que son existence elle-même.

Notre conviction est que, les circonstances aidant, l'un des compétiteurs arrivera certainement à adopter un jour la manière de faire que nous indiquons et qu'il se mettra alors à la tête du mouvement qui répond le mieux aux intérêts généraux de l'Europe ainsi qu'aux aspirations nationales des peuples orientaux. Celui des deux compétiteurs qui arborera le premier franchement et réellement une conduite aussi désintéressée sortira, sans aucun doute, vainqueur de la lutte.

La péninsule balkanique a passé par des crises beaucoup plus nombreuses qu'aucun autre pays de l'Europe, et elle ne semble malheureusement pas appelée à en voir prochainement la fin.

On peut dire sans exagération que le trouble et l'agitation sont l'état normal du pays. La presqu'île, par son climat et par ses produits de toute espèce, est certainement l'une des contrées les plus riches de l'Europe, mais elle a été condamnée par sa situation géographique à servir de passage aux migrations anciennes qui se sont dirigées de l'Orient vers l'Occident, et elle semble destinée aujourd'hui à devoir

être la route par laquelle la contre migration humaine retournera de l'Occident vers l'Orient.

Dans leur marche vers l'Italie, presque toutes les peuplades ont tour à tour traversé ces riches provinces mais bien peu s'y sont arrêtées et y ont laissé trace de leur présence. C'est justement dans les agitations causées par ces courses rapides qu'on trouve les causes de la lenteur du tassement et du développement des différents peuples établis dans les Balkans. Malgré toutes les difficultés que la civilisation a rencontré, ces races étaient cependant assez fortes par elles-mêmes pour que la domination turque si dure, si autoritaire n'ait pu détruire les aspirations d'autonomie qu'elles portaient en elles. Aussi, aujourd'hui, dès après la disparition de leurs conquérants momentanés, tous les Slaves du Sud se jettent-ils, avec une ardeur et une appétence bien intéressantes à étudier vers les modèles d'organisation et de culture que leur fournissent les peuples de l'Occident.

Comment s'opérera le groupement et le classement des différentes nationalités ? Il est facile aujourd'hui de le prévoir et justement cette question est assez importante pour que l'Europe ne puisse s'en désintéresser. Il faut donc dès maintenant aussi examiner minutieusement quelle peut être, dans un avenir prochain, la forme des sociétés politiques en Orient qui donnerait le plus de garanties aux intérêts généraux de l'Europe et au développement national des intéressés?

IV

AVANTAGES POUR L'EUROPE DE LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

Lorsqu'on considère les populations disséminées sur les territoires compris entre la Leitha, l'Adriatique et le Bosphore, on est frappé tout d'abord de la diversité des races et du nombre des nationalités. Il est évidemment impossible de trouver parmi elles les germes d'un État puissant qui puisse, par sa force ou par son intelligence, s'imposer aux autres et grouper autour de lui tous les différents habitants de la Péninsule.

Les Slaves sont évidemment les plus nombreux, mais il est téméraire de dire qu'ils seraient en état de faire accepter leur domination par des Hongrois, par des Roumains, par des Grecs et des Albanais.

Les tentatives qu'on ferait dans ce but, soit qu'elles émanassent des Slaves de la Turquie, soit même qu'elles partissent de l'Autriche, appuyée par toutes les forces dont elle dispose, ne pourraient que jeter un nouveau trouble à travers l'évolution naturelle que chaque groupe suit aujourd'hui lentement peut-être, mais indiscutablement et sûrement.

La nécessité de conserver leur indépendance et leur nationalité impose donc la forme fédérative aux peuples orientaux, et par une heureuse chance il se trouve que cette forme répond non seulement le mieux aux intérêts généraux de l'Europe, mais encore qu'elle rencontre des encouragements de la part des peuples qui habitent au nord du Danube et dont les aspirations vers une grande fédération sont un fait qu'on ne peut aujourd'hui méconnaître. Une constitution fédérative est, en effet, la troisième étape à laquelle tendent évidemment les peuples de l'empire des Habsbourgs. Après une centralisation complète, le dualisme est apparu et après le dualisme il est impossible de nier que le fédéralisme pur est le but vers lequel on tend aussi bien à Prague, à Leibach et à Agram qu'à Cracovie. Les jours de la domination à deux, germano-hongroise, sont maintenant comptés.

Il y a certainement mille autres raisons plus décisives encore pour les peuples qui formaient naguère ou qui forment encore aujourd'hui l'empire Ottoman et dont les forces éparpillées se trouvent presque équilibrées de diriger leurs efforts persévérants vers le but que nous indiquons. On nous reprochera peut-être que cette combinaison ne date que d'hier et qu'elle n'est pas suffisamment étudiée, peu importe elle sera forcément adoptée parce qu'elle est la plus juste et parce qu'elle s'impose comme la seule qui réponde aux aspirations et aux besoins de l'Europe aussi bien qu'à celle des peuples intéressés. Les difficultés ne manqueront certainement pas à la constitution d'une fédération orientale mais ces difficultés ne sont pas insurmontables. Où a-t-on jamais vu de grandes choses s'accomplir sans de grands efforts? Ce serait déjà un pas énorme fait vers une solution désirée si les peuples orientaux et si l'Europe entière voulaient reconnaître le but auquel doivent tendre leurs efforts et l'étudier autrement qu'au point de vue étroit et mesquin des intérêts person-

nels soit de l'Autriche soit de la Russie. Depuis quelques années, en effet la presse a souvent discuté cette question mais elle l'a malheureusement traitée trop superficiellement et uniquement pour les besoins des luttes entre les partis politiques des différents pays. Aussi avons-nous vu cette question sérieuse et importante entre toutes être combattue tour à tour par la presse austro-hongroise lorsqu'elle semblait être proposée dans l'intérêt de la politique russe, et aussi par toute la presse russe lorsque celle-ci a cru y voir le désir de se conformer aux intérêts austro-hongrois.

Le déplaisir qu'un projet de confédération cause aussi bien à l'Autriche qu'à la Russie doit surtout prouver ses avantages à l'Europe. La confédération orientale, comme nous la comprenons, ne saurait accepter dans son sein ni la Russie, ni l'Autriche, elle doit s'arrêter aux frontières de l'Empire austro-hongrois. Quant à la possibilité de son extension cette question est forcément réservée à l'avenir, car si jamais elle venait un jour à se résoudre dans un sens affirmatif, elle rendrait la liberté à tous les éléments allemands de l'Autriche qui ne manqueraient pas d'aller se grouper autour de la grande famille germaine déjà constituée et d'en doubler la force.

Le premier empêchement à la formation d'une fédération orientale, telle que nous venons de la décrire n'a rien d'insurmontable et les compétitions des deux grandes puissances, qui prétendent également à la possession de la presqu'île, se neutralisent l'une, l'autre et forment peut-être même un élément favorable au lieu d'un obstacle à la réalisation? Il existe pourtant encore d'autres difficultés à surmonter et celles-là sont beaucoup plus sérieuses que les précédentes, car elles proviennent des rapports existant aujourd'hui entre les différents états orientaux et des discussions âpres quoique

métaphysiques qui surgissent incessamment au sujet des frontières ethnographiques de chaque nationalité.

Les peuples de la Péninsule balkanique se sont affranchis du joug ottoman à des époques et par des moyens différents; la Serbie seule, les circonstances aidant, s'est libérée par ses propres forces; l'Europe a contribué puissamment à la libération de la Grèce; la Roumanie doit en grande partie son autonomie d'abord et son indépendance nationale d'abord à la France, ensuite aux victoires que la Russie avait remportées sur les armées musulmanes, et quant à l'autonomie bulgare, elle est complètement la création de la Russie.

Si nous avouons les discussions qui existent entre ces différentes nationalités de la Péninsule et par suite le peu d'empressement et le peu d'entente qu'elle montre pour la défense des intérêts communs il faut bien reconnaître qu'elles subissent dans cette circonstance le souvenir des causes qui ont présidé à leur libération, et, qu'elles obéissent aussi à des inspirations malsaines de jalousie que la presse officieuse de Pétersbourg, de Moscou et de Vienne sait habilement susciter entre leurs gouvernements.

Les gouvernants sont surtout et même seuls responsables d'une situation qui compromet les intérêts vitaux de leurs sujets; pas plus que les peuples, en effet, ils ne sont pourvus d'une éducation politique suffisante; ils sont assaillis par les difficultés intérieures de tout genre; ils ne savent pas s'élever à une hauteur suffisante pour ne voir que les points de contact, et ils s'attardent misérablement à dialoguer sur des différents de peu d'importance que l'avenir seul devrait être chargé d'applanir.

Ce n'est pas en cherchant, grâce à l'appui d'un puissant voisin, l'annexion de quelques lambeaux de territoire ou de quelques villages, que les différents gouvernements des Balkans grandiront et arriveront à constituer une puissance

qui sache se faire respecter. Avec leur façon actuelle on envenime les relations de peuple à peuple, et si l'action commune s'imposait, les différents Etats de la péninsule y apporteraient plutôt des causes de discorde et de faiblesse que des éléments de force et d'unité. Heureusement pour l'avenir politique des peuples orientaux que le sentiment de solidarité entre eux est assez puissant pour corriger les erreurs que commettent ceux qui les guident; ce sentiment est aussi vif aujourd'hui qu'il était irrésistible aux jours de la lutte pour l'indépendance, et nous ne devons pas oublier que nous avons vu les volontaires de toutes les nationalités et de toutes les contrées de la Péninsule se réunir et combattre l'ennemi commun sous l'étendard de l'indépendance, quelle que fût sa couleur.

Si on eut écouté ce même sentiment le gouvernement de la Bulgarie n'aurait pas commis la faute politique qui a compromis ses relations avec la Serbie et avec la Grèce, et qui l'a poussé dans l'impasse où il se débat aujourd'hui. La réunion de la Roumélie à la Bulgarie n'était qu'une question de temps, on ne courait aucun risque à patienter et à s'entendre avec ses voisins. La Serbie n'eut pas été provoquée par des actes d'une hostilité évidente, elle ne serait pas entrée dans une guerre que rien ne justifiait en politique et qui n'a servi que les intérêts des deux puissances hostiles aussi bien au peuple serbe qu'au peuple bulgare.

Le décousu de la politique suivi aujourd'hui par les Etats orientaux, le peu d'entente et d'intelligence que témoignent leurs gouvernements à préparer la défense commune est le résultat d'une situation intérieure mal équilibrée par suite d'un développement trop rapide. Il a manqué à ces peuples le temps nécessaire pour procéder graduellement à l'établissement d'une forme de gouvernement qui répondit à leurs instincts et à leur degré de culture. Ils ont dû marcher

trop vite pour regagner le temps perdu et cette marche précipitée a, forcément, entraîné des désordres.

Après la délivrance du joug ottoman, à l'exception de la Bulgarie à laquelle le prince Dondokoff Korsakoff avait, dès au début, fait cadeau d'une constitution libérale, tous les peuples orientaux ont dû inaugurer leur autonomie avec une administration autoritaire qui a été naturellement marquée par de fréquentes révolutions dynastiques.

Bien des nations de l'Europe ont aussi passé par le despotisme et ont eu des révolutions dynastiques, mais elles ont dû pourtant à ce gouvernement, lorsqu'il était entre des mains habiles et justes, leur unité, leurs lois et une préparation à une vie sociale plus parfaite. Les circonstances et le temps ont permis à un régime plein d'inconvénients de porter des fruits; chez nous, au contraire, l'évolution a dû s'accomplir en quelques années. Les facilités de communication, le mouvement général imprimé aux sociétés modernes, tout enfin a concouru à précipiter les évolutions des groupes formés dans la presqu'île et le despotisme a disparu rapidement pour faire place à des sortes de constitutions qui, bientôt attaquées à leur tour par les flots des idées libérales, ont cédé la place au régime parlementaire. Cette forme a d'abord remporté une victoire facile sur les régimes précédents, mais elle était trop prématurée pour pouvoir exercer la fructueuse et utile influence qu'elle porte ordinairement avec elle. Elle n'a pu non plus créer d'un jour à l'autre les accessoires qui lui sont indispensables.

Si on avait adopté, au moins, le système représentatif avec une sincérité complète, ses avantages eussent peut-être compensé ses défauts; mais presque partout on a violenté l'expression de l'opinion publique et la vie sociale toute entière a subi le contre-coup de cette pression.

Les partis politiques qui surgissent naturellement au

milieu des assemblées législatives ou constituantes se sont jetés tête baissée dans des luttes acharnées, et ils se sont cru permis de réunir n'importe par quels moyens les suffrages vrais ou faux de masses dépourvues d'éducation politique: toutes les armes leur ont paru bonnes pourvu qu'elles portassent coups à leurs adversaires. Cette situation fâcheuse a naturellement porté des fruits amers. Partout la masse électorale, abusée tour à tour par tous les partis, a perdu confiance dans ceux qui gouvernaient et le principe d'autorité a été atteint dans sa base; partout il en est résulté une situation pleine d'embarras et de difficultés; les plus graves questions ont été négligées et celles auxquelles on n'eut dû toucher qu'avec la plus grande prudence ont été discutées de la façon dont on traite les transactions dans une foire. Les rapports internationaux surtout, et c'est là le plus grand malheur, sont devenus le thème de prédilection des chefs de partis et leur arme agressive favorite. Les uns comme les autres se sont jetés à la face le reproche de soutenir les intérêts des étrangers et de trahir leur propre pays. Les journaux enfin sont allés souvent encore plus loin en ne voyant partout que des traîtres, sans se douter qu'ils étaient aveugles et que leur coupable polémique, dépassant le but qu'elle vise, atteindrait d'abord les intérêts les plus vitaux de leur patrie en faisant croire à l'étranger que tout y est pourri. On ne saurait méconnaître la gravité d'une pareille situation au milieu des crises que traversent aujourd'hui les relations internationales en Europe, situation d'autant plus dangereuse qu'elle est habilement exploitée par les cabinets de Vienne et de Saint-Pétersbourg.

Il est donc grand temps pour les Etats orientaux d'abandonner des errements aussi dangereux et de revenir sans retard à une politique de travail sérieux et à la concentration

de forces dont ils peuvent avoir besoin d'un instant à l'autre.

Les journaux et les diplomates austro-hongrois sont bien dans leur rôle lorsqu'ils montrent les points qui divisent les peuples de la Péninsule. Mais, en présence de cette tactique, pourquoi les intéressés, dont on cherche à travestir les pensées et à mettre en relief les points de rivalité, ne cherchent-ils pas, eux, de leur côté, à expliquer les difficultés, à les écarter et à amener une action commune? Ces points d'entente sont nombreux et assurément faciles à trouver.

Au lieu de discuter en Bulgarie et en Serbie sur le territoire de Bregovo qui n'a pas même un kilomètre carré d'étendue; au lieu de s'occuper en Roumanie des Cutzo-valachs de la Macédoine, il serait bien plus facile et bien plus profitable de démontrer que le cabinet de Belgrade commet une erreur profonde lorsqu'il croit que l'Autriche pourrait favoriser ses prétentions au détriment de la Bulgarie; de même que c'est une illusion à laquelle paraissent d'ailleurs s'abandonner les chauvins Bulgares, que d'espérer que la Russie cherche à créer une Bulgarie puissante au détriment de la Serbie et de la Grèce, uniquement dans le but de raffermir son indépendance nationale et de voir ressusciter l'empire des « Zars » bulgares.

La lutte pour un village de frontière ou pour quelques têtes d'habitants est aussi ridicule que contraire à la saine conception de l'idée de nationalité. On doit s'habituer à des vues plus larges et il faut savoir se prêter à des sacrifices réciproques afin de ne pas lâcher la proie pour l'ombre. Avant tout, on ne doit pas rompre l'équilibre des forces à peu près égales, ni amoindrir les avantages que chaque peuple possède; c'est là la meilleure et même la seule garantie des bons rapports nationaux pour le présent et d'une entente pour un but commun.

Mais tout ce que nous venons de dire ne touche qu'à l'avenir, et c'est le présent qui est surtout pour nous gros de menaces et de dangers. La lutte qui se prépare entre l'Autriche-Hongrie et la Russie ne se limitera certainement pas aux territoires des deux empires, elle peut, et même elle doit, selon les probabilités, prendre des proportions beaucoup plus grandes et entraîner dans son tourbillon tous les Etats orientaux.

Nous avons déjà dit que, pour les peuples de la péninsule, quelle que soit l'issue de cette lutte, les résultats seront également défavorables. Si les armées russes étaient victorieuses, les peuples orientaux auraient à subir, pour le moins, la domination d'une politique qui créera des obstacles de toute nature à leur développement naturel.

Si c'est, au contraire, à l'élément germain qu'échoit la victoire, la vie politique et économique des peuples orientaux subira, durant de longues années, une domination tracassière et ruineuse, dont on ne verrait la fin qu'avec le relèvement de la puissance de la Russie. La situation serait même pire encore si l'Autriche-Hongrie, mollement soutenue par l'Allemagne dans sa campagne diplomatique, voyait un intérêt momentané à éviter un conflit et si elle était contrainte, faute de mieux, comme solution de la crise, d'accepter le partage à deux avec l'empire ottoman. Ce serait là certainement la plus dangereuse des éventualités; dans ce cas, les intérêts de l'Europe seraient même, eux aussi, compromis. La réalisation de cette combinaison à laquelle on a souvent songé ne nous semble toutefois pas à redouter, car elle entraînerait presque certainement une révolution dans l'empire austro-hongrois en sacrifiant le dualisme à la prépondérance de la race slave. Si les habiles démarches du chancelier de l'Allemagne conduisaient à un résultat pareil, sa réputation de grand homme d'État en serait atteinte,

l'Autriche deviendrait ainsi, en effet, forcément la rivale de l'empire slave du Nord, tandis que la race germanique, de son côté, resterait isolée en Europe. — Pour parer aux dangers qu'un avenir prochain peut leur apporter, tous les États orientaux ont donc le devoir absolu d'arriver le plus tôt possible à une alliance politique. Cette alliance, d'un caractère purement défensif, ne saurait porter ombrage à personne, excepté à ceux qui pensent à des conquêtes. Si le but que poursuivent la Russie et l'Autriche dans la péninsule est vraiment désintéressé, comme la diplomatie et la presse de ces deux pays le disent à tout propos, cette union des Balkans serait avantageuse à leurs intérêts, puisqu'elle supprimerait le prétexte de conflit le plus apparent qu'on prétend trouver aujourd'hui dans l'ingérence de la diplomatie d'une ou de l'autre de ces deux grandes puissances, dans les affaires, soit de la Serbie, soit de la Bulgarie.

Mais, par contre, si les cabinets de Vienne et de Pétersbourg nourrissent des projets ambitieux et intéressés, l'alliance en question les forcerait à jeter le masque, et l'Europe serait immédiatement éclairée sur la situation et sur l'avenir de l'Orient, en même temps que les peuples intéressés verraient forcément qui sont leurs véritables amis.

Quoique l'indépendance des peuples de la presqu'île fût alors bien moins menacé qu'elle ne l'est aujourd'hui, il y eut des temps où, grâce au patriotisme et à la persévérance de chefs d'État, dont l'un a eu une mort si tragique, une alliance pareille a été sur le point de se réaliser. Ce qui était possible alors l'est encore plus aujourd'hui, et la tâche serait même plus facile, car des temps se sont écoulés, et les évènements indiquent clairement maintenant aux gouvernements des pays balkaniques qui possèdent le moindre patriotisme et la moindre prévoyance que la ligne de conduite est toute tracée.

Les compromis ou les alliances séparées qu'on peut momentanément conclure entre les grandes puissances et les petits États balkaniques dans la situation actuelle des affaires de l'Europe, et des coalitions politiques ne serviraient qu'à lier les bras au faible en les laissant à l'état d'instruments passifs entre les mains de leurs puissants protecteurs.

L'histoire, à maintes reprises, a démontré l'évidence de cette vérité, et, on en trouve une preuve indiscutable en parcourant ce qu'écrivent chaque jour les journaux de Vienne et de Budapest qui se moquent des aspirations des peuples balkaniques, et qui ne cessent de répéter que les nationalités de la Péninsule par la situation géographique des territoires qu'ils occupent et par leur émiettement ; par leur caractère enfin, ne sauraient jamais songer à avoir une vie politique nationale et indépendante.

Comment ne se rappellerait-on pas aussi la tempête provoquée, il y a quelques années en Autriche par les célèbres « hands office » de M. Gladstone qui ne disait cependant rien de plus que ce qu'affirment publiquement maintenant les hommes d'Etat et la presse officieuse de l'Autriche-Hongrie. La seule différence est qu'on regardait les propos de l'homme d'Etat anglais comme sérieux, tandis que les déclarations des ministres autrichiens ne sont considérés que comme un peu diplomatiques.

Nous sommes convaincus qu'il n'y a plus d'illusions ni d'espérances à avoir du côté de la Russie ni de celui de l'Autriche et qu'en attendant, et pour courir au plus pressé, une alliance, sous la forme fédérative entre les peuples orientaux pour la défense de leurs intérêts communs, est le premier et le dernier mot de la politique qu'ils peuvent et qu'ils doivent suivre aussi bien dans le présent que dans l'avenir.

Cette alliance seule mettra fin à des ingérences étrangè-

res dans les affaires intérieures des différents pays et, en même temps qu'elle procurera une vie nationale aux peuples de la Péninsule, elle donnera à l'Europe des garanties aussi sérieuses que possible de stabilité et d'équilibre en Orient.

S. Bratimich.

Paris. — Imp. Balitout et Cᵉ, 7, rue Baillif.